



3EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2017

29 ET 30 JUIN

N° 2017/E3/037

REPONSE DE M. François SARGENTINI, Conseiller Exécutif de Corse A LA QUESTION ORALE DEPOSEE PAR M. Marcellu CESARI AU NOM DU GROUPE FEMU A CORSICA

OBJET : LA DIVAGATION ANIMALE EN CORSE

Mr le président Mme Mr les conseillers Mr le conseiller,

La divagation animale est depuis de nombreuses années un problème qui se pose à la société corse, le régler est devenu une question lancinante et qui peut tellement sont nombreuses les prises de positions et les propositions de règlement apparaître impossible à solutionner. Si l'on regarde bien cette problématique elle a des causes, elles sont dues à la situation de « lascia corre », à l'abandon de nos territoires de l'intérieur et à l'absence de soutien au développement de notre agriculture de montagne de la part des différents gouvernements de la France et des castes politiques qui se sont succédées à la tête de notre pays depuis des décennies.

Le non règlement de la question foncière source de l'indivision couplé à des aides qui s'apparentent plus à une aide sociale qu'à un soutien d'une agriculture de production, ont maintenu notre élevage de montagne au seuil de la mort clinique.

Cette politique délibérée à failli achever toute vie dans nos villages et nos territoires de l'intérieur.

Aujourd'hui Mr le conseiller nous constatons que les limites du supportable sont atteintes, des vies humaines sont emportées nos espaces naturels sont dévastés et vous le rappeler à juste titre nous ne pouvons plus attendre l'annonce de nouveaux drames et le rappel par les médias des nuisances causées par les animaux en divagation.

Nous ne pouvons plus nous contenter de pointer la responsabilité des maires bien qu'elle soit réelle, ni penser que l'état pourrait intervenir et abattre les animaux en divagation qui sont estimés être entre dix mille et quinze mille il en a la responsabilité

comme il détient la responsabilité de la définition et des contrôles de la politique agricole et c'est ce qui nous a conduit à la situation que nous sommes en train de vivre dans notre pays.

Mr le conseiller je connais votre implication et votre détermination au service de l'intérieur et du monde de l'élevage, lorsque le président de l'assemblée et le président de l'exécutif ont initiés des réunions après la mort tragique de votre frère avec les services de l'état, de notre collectivité, des principaux responsables agricoles des associations d'accidentés de la route ainsi que les associations des maires nous sommes arrivés à deux conclusions :

1/mettre en place un cadre contraignant pour ceux qui refusent de prendre en compte le respect de nos espaces naturels des biens et de la sécurité de nos concitoyens, ce cadre aura un volet répressif jusqu'à l'organisation de battues administratives, il aura aussi un volet de sécurisation des routes, notamment les points noirs et un volet de sensibilisation des élus, des éleveurs et plus largement de la population.

2/favoriser la structuration des élevages de montagne, former et installer des jeunes agriculteurs, les rassembler autour de projets structurants qui vont professionnaliser le plus grand nombre et leur donner des perspectives économiques choses que beaucoup d'éleveurs n'ont pas aujourd'hui.

Vous souhaitez organiser une concertation sur la divagation animale le cadre existe celui de la conférence agricole régionale, cette structure rassemble l'ensemble Des responsables agricoles elle doit nous permettre de définir la stratégie pour notre agriculture et notre élevage, mais je sais que le sujet de votre question vous tient à cœur et nous pouvons comme vous le demandez organiser rapidement une concertation et commencer à travailler avec les services de l'état à la mise en pratique des conclusions précitées ou à d'autres propositions.

Mr le conseiller, je pense que les conditions sont réunies pour mettre un terme à cette situation, pour en avoir longuement parlé avec eux je sais qu'il n'y a plus aucun responsable agricole qui justifie ce système je sais aussi que de nombreux éleveurs des régions de Corse où ces pratiques ont cours comprennent qu'il faut passer à un élevage maîtrisé aussi j'invite chacun à sortir des postures et à abandonner les solutions inapplicables parce que si quelques-uns ont pu profiter de la situation, l'immense majorité des éleveurs de l'intérieur se bat pour continuer à exister et à avoir des exploitations digne de ce nom.

Travailler ensemble sur les sujets déterminant pour notre agriculture, la PAC, les contrôles, la définition des orientations budgétaires le développement des filières et des pratiques d'élevage, et dans le cadre de l'assemblée unique obtenir la maîtrise totale de notre politique agricole et de l'ensemble des leviers financiers permettrait d'opérer des changements progressifs et de faire évoluer le paysage actuel de l'élevage en Corse. Ce sont les enjeux immédiats auxquels nous devons porter une grande attention, les concrétiser est aujourd'hui de notre responsabilité je ne doute pas Mr le conseiller de votre engagement et de votre détermination à accompagner le monde agricole et politique pour défendre ces orientations et construire une agriculture moderne qui répondra aux besoins de notre peuple qui donnera une autre image de nos éleveurs de l'intérieur et de notre pays.

Je vous remercie.